



DECISION DU PRESIDENT N° 265-23

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DU MARCHE RELATIF A LA MODIFICATION DE FONCTIONNEMENT DES PORTES SECTIONNELLES EN AUTOMATIQUE ET AJOUT D'UN NOUVEAU RÉCEPTEUR RADIO SUR PORTAIL POUR L'ATELIER TECHNIQUE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SAINT-FULGENT – LES ESSARTS

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la nécessité d'automatiser le fonctionnement des portes sectionnelles de l'atelier technique
Considérant la nécessité de mettre en place un récepteur radio et des télécommandes pour ouvrir à distance le portail coulissant de l'atelier technique,

Considérant l'offre de l'entreprise Défi Anjou Vendée de La Séguinière (49), pour un montant de 8 951.70 € HT,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché relatif à la modification de fonctionnement en automatique des portes sectionnelles et du portail de l'atelier technique de la communauté de communes du pays de Saint-Fulgent – les Essarts, à l'entreprise Défi Anjou Vendée de La Séguinière (49), pour un montant de 8 951.70 € HT.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Déchets.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 10 Octobre 2023

Le Président
Jacky DALLET

